

Déclaration du PCF sur la catastrophe au Japon

jeudi 17 mars 2011, par [PCF](#) (Date de rédaction antérieure : 13 mars 2011).

Le « consensus nucléaire » de l'establishment politique en France et de la plupart des « forces de gouvernement » (de droite ou de gauche) inclut le PS, mais aussi le PCF. Cela a constitué l'un des principaux obstacles au développement des luttes pour une alternative énergétique et la sortie du nucléaire. Le PCF a été activement partie prenante de ce « consensus français ». La conclusion de la déclaration que nous reproduisons ci-dessous montre que la direction de ce parti tente de le préserver envers et contre tout, malgré la gravité extrême de la leçon japonaise :

« La France et son industrie nucléaire devront tenir compte des conclusions produites notamment par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qui précisera les causes de ses accidents. Ils devront en retirer les enseignements susceptibles d'éclairer les conditions d'exploitation de la filière nucléaire dans notre pays. »

Le Parti communiste français exprime toute sa solidarité au peuple japonais dans les terribles épreuves qu'il est train de traverser. Le tremblement de terre qui a secoué et continue de secouer le Japon a atteint une force inégalée. Les conséquences humaines et environnementales de ce nouveau cataclysme naturel sont dramatiques, et restent ce dimanche encore insoupçonnées.

Le nombre de pertes humaines atteint sans doute plus de dix mille victimes, des blessés en plus grand nombre encore, des milliers de maisons, d'entreprises et d'infrastructures détruites, un train entier disparu, et une petite ville de 10 000 habitants dont on est pratiquement encore aujourd'hui sans nouvelles car inaccessible aux équipes de secours.

Face à un tel drame humain, l'heure est d'abord à la solidarité. Celle des communistes français s'exprime avec la plus vive détermination. Nous vivons heure par heure l'évolution et nous sommes admiratifs face à l'attitude courageuse et responsable de peuple japonais. Une des toutes premières urgences est de porter secours aux populations, sauver les vies humaines, les protéger et les soigner. Nous nous félicitons que la solidarité internationale s'organise et que la France y contribue avec ses équipes spécialisées. Pour ce qui nous concerne nous entrons en contact avec les organisations progressistes japonaises notamment le Parti communistes japonais.

Il est encore impossible de mesurer l'ampleur des destructions environnementales produites par le tremblement de terre puis le tsunami. La vague de plus de 6m de haut a ravagé toutes les installations industrielles provoquant des incendies dans les raffineries. On ne peut mesurer l'étendue de pollutions de toutes sortes sur les écosystèmes côtiers et à l'intérieur des terres. On apprend qu'un volcan éteint depuis des décennies vient de se réactiver sans connaître ses effets sur les populations situées à proximité.

Enfin les graves accidents nucléaires qui se déroulent actuellement dans les centrales de Fukushima Daiichi, Fukushima Daini voire maintenant de Onagawa renforcent notre inquiétude et nous font craindre un accident nucléaire s'ajoutant au cataclysme naturel. Les autorités japonaises comme internationales (AIEA) estiment la situation très grave et craignent une catastrophe possible de très grande ampleur.

Le Parti Communiste Français prend très au sérieux cette situation et reste attentif aux différentes informations de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) et de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN) sur la situation des centrales nucléaires japonaises dont la technologie BWR utilisée est différente de la technologie française. Les autorités japonaises doivent en tout état de cause faire preuve de toute la transparence utile et nécessaire quant à l'évolution de la situation dans ses centrales.

Le PCF mesure l'inquiétude qui s'exprime au sein de la population française relative au nucléaire. C'est pourquoi nous demandons qu'un important dispositif d'information au public soit mis en place. Avec nos parlementaires, nous demandons l'audition publique et immédiate par les commissions ad hoc du Parlement de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) et de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN) sur la situation. Dans la foulée pourrait être créée une commission d'information ou d'enquête parlementaire afin d'évaluer en lien avec tous les organismes chargés de la sûreté nucléaire compétents les risques éventuels que pourraient présenter les installations françaises. Leurs conclusions devront être rendues publiques afin qu'un véritable débat puisse se développer à partir d'informations précises. En effet bien des prises de positions actuelles nous semblent pour le moins prématurées.

Le PCF réaffirme l'importance qu'il attache aux études de sûreté nucléaire et au contrôle stricte de celle-ci, en France et dans le monde. L'acceptabilité sociale de la filière nucléaire nécessite que celle-ci reste plus que jamais dans le domaine public qui doit garantir la transparence, l'indépendance de l'expertise, la qualité de réalisation des installations et de leur exploitation. Les salariés qui travaillent dans le domaine y compris les sous traitants doivent avoir des garanties sociales de haut niveau.

La France et son industrie nucléaire devront tenir compte des conclusions produites notamment par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qui précisera les causes de ses accidents. Ils devront en retirer les enseignements susceptibles d'éclairer les conditions d'exploitation de la filière nucléaire dans notre pays.

Parti communiste français

Paris, le 13 mars 2011.
